



Distr. générale
24 mai 2017

Anglais et français seulement

Conférence ministérielle africaine sur l'environnement

Conférence ministérielle africaine sur l'environnement

Seizième session

Segment d'experts

Libreville, 12-14 juin 2017

Mécanismes de gouvernance pour une gestion écosystémique des océans en Afrique en recourant aux Programmes pour les mers régionales*

Note du secrétariat

I. Le milieu marin et côtier en Afrique

1. Le milieu marin et côtier de l'Afrique est doté d'une grande diversité biologique et de nombreux paysages marins. Cela tient pour une large part à un certain nombre de facteurs, notamment la position géographique du continent sur la planète, et à l'existence de zones tempérées et tropicales bordant divers mers et océans et de conditions géologiques différentes. De ce fait, les côtes africaines abritent toute une diversité d'écosystèmes et de types d'habitats comme les estuaires, les récifs coralliens, les forêts de mangroves, les terres humides et les dunes qui recèlent une grande variété d'espèces, y compris la pêche productive. Les ressources et services fournis par les écosystèmes soutiennent les moyens de subsistance des communautés côtières et contribuent aux économies nationales. La combinaison de la transition entre les systèmes tempérés et tropicaux et de l'enrichissement des eaux provenant de la remontée de ces dernières et des sources fluviales est à la base de la diversité biologique des écosystèmes hautement productifs des Courants du Benguela, de Guinée et des Canaries.

2. Un certain nombre d'autres secteurs économiques se sont développés au fil des siècles grâce à l'exploitation des ressources côtières et marines. C'est ainsi que la valeur économique des activités océaniques dans la région de l'océan Indien occidental, le « produit marin brut », est estimée à 20,8 milliards de dollars par an. Les secteurs liés aux océans incluent, mais sans s'y limiter, l'aquaculture, les transports, la navigation et les transports maritimes, l'énergie, le pétrole et le gaz, l'exploitation minière dans les zones côtières, le tourisme, les études et recherches océanographiques et l'industrie, pour ne citer que ceux-ci.

3. La dégradation des écosystèmes marins et côtiers est un phénomène qui survient au niveau mondial, et le continent africain n'y échappe pas. La dégradation des zones humides côtières et l'utilisation non viable des ressources naturelles ont des répercussions sur le fonctionnement des écosystèmes, affectant ainsi les moyens de subsistance des communautés qui en dépendent directement ou indirectement (PNUE, 2016).

4. Le secteur de la pêche est considéré comme l'un des principaux secteurs océaniques en Afrique. Le volume annuel des prises de poissons dans le grand écosystème marin du Courant des Canaries avoisine 2 à 3,5 millions de tonnes (Statistiques de la FAO relatives aux pêches, 2015). Le volume total des débarquements déclarés pour le grand écosystème marin du Courant de Guinée montre une série de pics et de creux, avec une tendance générale à la hausse constante entre 1950 et le début de l'année 1990, suivie de fluctuations avec un pic à un peu plus de 900 000 tonnes évaluées à plus de 1 milliard de dollars en 2000. Il ressort de l'examen de l'état des ressources halieutiques de ce

* Le présent document est publié sans avoir été revu par les services d'édition.

grand écosystème marin que plusieurs stocks de poissons sont surexploités ou en passe d'être surexploités (Ajayi 1994, Mensah & Quaatey 2002). En 2017, le Fonds mondial pour la nature (WWF) a indiqué que la pêche du thon dans les États de l'océan Indien représente chaque année 2,3 milliards de dollars, soit 20 à 24 % de l'offre disponible sur les marchés mondiaux; sur ce montant, 850 000 tonnes évaluées à plus de 1,3 milliard de dollars sont pêchées dans l'océan Indien occidental. Nombre de pays africains sont toutefois confrontés à une surexploitation de leurs ressources halieutiques due à la pêche illégale, non déclarée et non réglementée. L'aquaculture peut-être une principale source d'apport en protéines, mais le recours à cette pratique de manière viable n'a pas été pleinement mis à profit.

5. Les mangroves piègent jusqu'à 25,5 millions de tonnes de carbone par an et contribuent pour plus de 10 % au carbone organique essentiel aux océans du monde (Dittmar et al., 2006). L'Afrique abrite un pourcentage important de mangroves, en particulier dans les grands embouchures/deltas fluviaux (par exemple, les deltas du Niger et du Rifiji) qui sont importants pour le stockage du carbone. Toutefois, le développement des zones côtières entraîne une dégradation de ces écosystèmes ou leur destruction, en favorisant le rejet du carbone.

6. En 2016, le produit intérieur brut (PIB) réel de l'Afrique était estimé à 3,6 %, chiffre plus élevé que celui de 3,1 % pour l'économie mondiale (PNUD, 2016). L'Afrique restait la deuxième économie à croissance la plus rapide au monde, après l'Asie de l'Est. En 2015, l'Afrique subsaharienne (à l'exclusion de l'Afrique du Sud) affichait une croissance plus rapide que la moyenne du continent, de l'ordre de 4,2 %, l'Afrique de l'Est étant en tête du peloton avec 6,3 %. Dans la région de l'océan Indien occidental par exemple, les pays partageant la partie septentrionale du canal de Mozambique (Mozambique, Tanzanie, Madagascar et Comores) devraient connaître une croissance économique rapide, grâce notamment à l'exploration et l'exploitation offshore de pétrole et de gaz, cette zone étant également considérée comme l'une des plus riches en diversité biologique.

7. Les principales menaces pesant sur le développement durable de la plupart des États côtiers africains et des zones marines sont les suivantes : i) la surexploitation des ressources biologiques, en particulier les ressources halieutiques; ii) le développement côtier rapide et sauvage, notamment les infrastructures et installations portuaires et l'exploitation de pétrole et de gaz offshore; iii) la destruction et la modification des habitats côtiers dont les communautés côtières dépendent pour leurs moyens de subsistance; iv) l'absence de politiques nationales relatives aux océans ou la faiblesse des dispositifs institutionnels; et v) l'insuffisance des capacités scientifiques et techniques nécessaires pour éclairer les décisions politiques.

8. S'agissant de l'alinéa iv) ci-dessus, la faiblesse des structures de gouvernance et des cadres institutionnels de gestion durable a conduit à une surexploitation des ressources et par conséquent à la dégradation et à l'épuisement de ces dernières. Les questions liées à la sécurité maritime et à l'insécurité, la pêche illégale, non réglementée et non déclarée et les graves effets des changements climatiques ne font qu'aggraver l'état actuel du milieu marin et côtier en Afrique. En raison de la faiblesse des structures de gouvernance, les économies nationales connaissent une déperdition et des pertes de recettes entraînant la pauvreté parmi les communautés côtières qui dépendent directement ou indirectement des ressources marines et côtières pour leur survie.

II. Gouvernance des océans en Afrique

9. Les questions liées à la gouvernance des océans ont attiré l'attention de la plupart des États côtiers, en particulier les petits États insulaires en développement, et des instances régionales comme l'Union africaine. C'est ainsi que plusieurs cadres ont été mis en place pour sous-tendre les stratégies de gouvernance des océans en Afrique. L'Agenda 2063 de l'Union africaine et le Programme de développement durable à l'horizon 2030 se complètent et ont un effet synergique concernant la manière d'utiliser les ressources océaniques dans l'intérêt des États côtiers et des communautés en Afrique.

10. Le 6 décembre 2012, la deuxième Conférence des ministres africains chargés des affaires maritimes de l'Union africaine a adopté la Stratégie africaine intégrée pour les mers et les océans à l'horizon 2050 (Stratégie AIM 2050). Cette stratégie vise, entre autres, à accroître la création de richesses générées par les mers et océans en développant une économie durable axée sur les océans (économie bleue). Elle vise en outre à accroître la stabilité nationale et régionale, grâce à une collaboration à plusieurs niveaux pour asseoir des secteurs économiques liés à la mer et à l'institution d'une meilleure gouvernance des océans. Les principes directeurs de la stratégie reposent sur le partage d'informations, la communication, la collaboration, la coopération, le renforcement des capacités et la coordination entre les États et au sein de ces derniers. La stratégie sera interprétée et

mise en œuvre de concert avec tous les cadres réglementaires pertinents nationaux, internationaux et de l'Union africaine.

11. À la quinzième session ordinaire de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE) qui s'est tenue en mars 2015 au Caire (Égypte), les États membres ont adopté la Déclaration du Caire sur la gestion du capital naturel de l'Afrique au service du développement durable et de l'élimination de la pauvreté. Les États membres sont convenus de mettre au point une stratégie de gouvernance des océans en Afrique, conformément à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, aux Conventions relatives aux mers régionales ainsi qu'aux stratégies définies par l'Union africaine, à savoir la Stratégie AIM 2050 et l'Agenda 2063 : l'Afrique que nous voulons. La Déclaration du Caire réaffirme également l'appui aux programmes pour les mers régionales, qui sont des mécanismes de mise en œuvre de la stratégie africaine intégrée pour les mers et les océans à l'horizon 2050 et de l'Agenda 2063, s'agissant de la gestion écosystémique des ressources marines se trouvant dans les zones économiques exclusives et les eaux adjacentes.

12. En octobre 2016, l'Union africaine a adopté la Charte africaine sur la sûreté et la sécurité maritimes et le développement. La Charte vise, entre autres choses, à prévenir les crimes nationaux et transnationaux, notamment le terrorisme, la piraterie, les vols à main armée, le trafic de drogue, la traite des êtres humains, et la pêche illégale et non réglementée.

13. La troisième session du Forum régional africain pour le développement durable, tenue à Addis-Abeba du 17 au 19 mai 2017, a souligné la nécessité de définir des approches transfrontières pour gérer les ressources marines partagées et les problèmes de gouvernance des océans aux niveaux national et régional.

14. En mai 2016, l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement, dans sa résolution 2/10 sur les mers et océans adoptée à sa deuxième session, a invité les États membres et les conventions et plans d'action pour les mers régionales, en coopération, selon qu'il convient, avec d'autres organisations et instances compétentes, telles que les organisations régionales des pêches, à œuvrer à la réalisation des objectifs de développement durable concernant les océans et les cibles qui y sont associées ainsi qu'à l'établissement de rapports à ce sujet, et à la mise en œuvre du Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 et des Objectifs d'Aichi pour la biodiversité. La résolution prie également le Directeur exécutif, par l'intermédiaire du Programme pour les mers régionales du Programme des Nations Unies pour l'environnement, de renforcer la coopération et la coordination. Elle a en outre engagé les Parties contractantes aux conventions pour les mers régionales à envisager la possibilité d'étendre la portée régionale de ces instruments conformément au droit international.

15. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement, par l'intermédiaire des secrétariats des quatre Programmes/Conventions pour les mers régionales (à savoir, la Convention d'Abidjan, la Convention de Barcelone, la Convention de Nairobi et la Convention de Djeddah), fournit un appui à l'élaboration de la stratégie de gouvernance des océans en préparant une analyse des lacunes en matière de gouvernance, en tenant compte de la Stratégie AIM 2050, de l'Agenda 2063, du Programme 2030, de la Charte africaine sur la sûreté et la sécurité maritimes et le développement ainsi que d'autres cadres et initiatives existants, qui sera examinée lors d'une conférence régionale qui sera l'occasion de se pencher sur les options pour élaborer une stratégie relative à la gouvernance des océans en Afrique.

III. Programmes pour les mers régionales en Afrique

16. La Déclaration du Caire, adoptée par la CMAE, a réaffirmé l'appui de la Conférence aux programmes pour les mers régionales, qui sont des mécanismes de mise en œuvre de la Stratégie africaine intégrée pour les mers et les océans à l'horizon 2050 et de l'Agenda 2063, s'agissant de la gestion écosystémique des ressources marines se trouvant dans les zones économiques exclusives et les eaux adjacentes. Dans cette déclaration, les gouvernements africains ont souligné la nécessité de recourir à des approches de gestion fondées sur les écosystèmes, indiquant que les programmes pour les mers régionales constituent le cadre de gouvernance approprié. Cette reconnaissance prend également en considération les possibilités économiques offertes du fait de la proximité de l'Afrique des mers et des océans (océans Indien et Atlantique Sud et mers Méditerranée et Rouge).

17. Les cinq programmes pour les mers régionales associés à ces océans et mers (à savoir la Convention de Nairobi, la Convention d'Abidjan, le Plan d'action pour la Méditerranée/Convention de Barcelone (PAM), la Convention régionale pour la conservation de l'environnement de la mer Rouge et du golfe d'Aden et la Commission pour la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique) ainsi que les organes régionaux des pêches sont considérés comme les principaux cadres pour la gouvernance écosystémique des océans en Afrique.

18. En ce qui concerne la mise en œuvre du Programme 2030 et de l'Agenda 2063 et dans le cadre de leurs mandats respectifs, les programmes pour les mers régionales ont déjà adopté des approches de gestion fondées sur les écosystèmes. À titre d'exemple, dans l'océan Indien occidental, le secrétariat de la Convention de Nairobi est en discussion avec la Commission des pêches de la partie Sud de l'océan Indien occidental en vue de conclure un mémorandum d'accord pour l'application d'approches fondées sur les écosystèmes, qui inclut la pêche. En Afrique de l'Ouest, le secrétariat de la Convention d'Abidjan a signé un mémorandum d'accord avec la Commission sous régionale des pêches. Le secrétariat de la Convention de Barcelone a, dans le cadre du Plan d'action pour la Méditerranée et de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée, signé un mémorandum d'accord de coopération.

IV. Conclusion et messages clés

19. Des océans et écosystèmes côtiers sains sous-tendent l'économie des États côtiers de l'Afrique, et offrent un énorme potentiel en matière de développement durable. Les océans, les mers et les ressources marines en Afrique, s'ils sont utilisés de manière durable, contribueront à la création des richesses et à l'élimination de la pauvreté au sein des États côtiers et de leurs communautés. Toutefois, la région pourrait enregistrer de lourdes pertes si les pressions qui sont actuellement exercées sur les océans ne sont pas atténuées, ce qui aurait des répercussions sur les moyens de subsistance des communautés côtières qui sont, directement ou indirectement, tributaires des ressources tirées des océans.

20. Pour que les océans continuent de contribuer aux économies nationales, il importe de se doter de cadres de gouvernance efficaces et d'adopter des approches intégrées de gestion des océans fondées sur les écosystèmes. L'adaptation reposant sur les écosystèmes, la résilience face aux changements climatiques, le financement durable et la mise en œuvre de stratégies nationales de développement neutre en carbone d'ici à 2030 permettront de réduire au minimum la dégradation des écosystèmes marins et côtiers, notamment des zones humides côtières, des mangroves et des récifs coralliens, due à l'utilisation non viable des pêches du fait de la surexploitation des ressources halieutiques et de la prévalence des activités de pêche illégale, non déclarée et non réglementée.

21. L'application de politiques maritimes appropriées, la législation et des institutions de gouvernance plus fortes, ainsi que les moyens requis pour intégrer les valeurs environnementales dans les pratiques commerciales, prévoir des emplois plus inclusifs et répondre aux besoins de production et de consommation des États côtiers permettront de renforcer les économies nationales et de limiter les pertes de revenus, ce qui favorisera la création de richesses et d'emplois au sein des communautés côtières.

22. Le développement d'économies océaniques (économies bleues) grâce à la création de valeur ajoutée dans tous les secteurs économiques axés sur les océans (pêche, tourisme côtier, aquaculture, transports maritimes, exploitation offshore de pétrole et de gaz) y compris l'innovation et le développement de nouveaux secteurs, par exemple, les énergies renouvelables, l'exploitation minière des fonds marins, la gestion intégrée des océans et les processus de planification de l'espace maritime aux niveaux national, sous-régional et infranational.

23. La promotion de la coopération régionale pour assurer la gestion des ressources marines communes, transfrontalières ou partagées, notamment grâce à l'échange d'informations, la communication, la collaboration, la coopération, le renforcement des capacités et la coordination entre les États et à l'intérieur de ces derniers contribuera grandement à asseoir une gouvernance efficace des océans.

Références et liens Internet

Union africaine, 2015, Stratégie africaine intégrée pour les mers et les océans à l'horizon 2050, disponible à l'adresse <http://pages.au.int/maritime>

Stratégie et Feuille de route de l'Union africaine, disponible à l'adresse http://pages.au.int/sites/default/files/2050%20AIM%20Strategy%20%28Eng%29_0.pdf

Feuille de route de l'Union africaine, disponible à l'adresse <http://pages.au.int/sites/default/files/Annex%20C%20PoA%20%28Eng%29.pdf>

The importance of Africa's coastal and marine ecosystems, <http://siteresources.worldbank.org/INTENVMAT/Resources/3011340-1238620444756/5980735-1238620476358/11AFR.pdf>

Deuxième rapport de la série *L'Avenir de l'environnement en Afrique – Notre environnement, Notre santé*, Chapitre 5, Environnements côtier et marin, http://www.unep.org/DEWA/Africa/docs/en/aeo-2/chapters/aeo-2_ch05_COASTAL_AND_MARINE_ENVIRONMENTS.pdf

CMAE, disponible à l'adresse <http://web.unep.org/regions/roa/amcen/about>.
<http://web.unep.org/regions/roa/amcen/15th-ordinary-session-amcen>

Union africaine, Agenda 2063 : l'Afrique que nous voulons, disponible à l'adresse
<http://agenda2063.au.int/en/documents/agenda-2063-africa-we-want-popular-version-final-edition>

PNUE, 2016, sixième rapport de la série *L'Avenir de l'environnement mondial - Évaluation régionale pour l'Afrique*

PNUE, 2017 (sous presse). Moving to Strategy and Action: Regional Seas Outlook for the implementation of the Sustainable Development Goals (SDGs)

Reviving the Western Indian Ocean Economy: Actions for a Sustainable Future, publication résultant d'une évaluation approfondie menée conjointement par le Boston Consulting Group (BCG), CORDIO East Africa et le Fonds mondial pour la nature (WWF)
